

Agro-Industrie : Une nouvelle station de filtration inaugurée pour soulager les planteurs des problèmes d'irrigation



Page 3



Infrastructures routières : Lancement des travaux de réaménagement de la route B28 de Beau Champ à Bel Air

Page 3

Adhésion de la Suède à l'Otan : qu'a obtenu Erdogan ?



Page 4

Réforme judiciaire en Israël : des manifestations après le vote d'une mesure controversée



Page 4

Les promesses d'un avenir meilleur pour l'humanité « en péril »



Page 5

Foot News



Jurrien Timber passe sa visite médicale avec Arsenal vendredi

Page 8



Jordan Henderson vers l'Arabie Saoudite

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 New Amsterdam
07.10 Serial: Le Livre Perdu Des Sortilèges
08.00 Serial: Chicago Med
09.35 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.50 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel

13.45 Tele: Imperio De Mentiras
14.10 Serial: L'incroyable Hulk
15.22 Film: Torpedo
17.15 The Gardener's Daughter
18.00 Live: Samachar
18.30 Wagle Ki Duniya
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.30 Film: Patel Ki Punjabi Shaadi
Stars: Rishi Kapoor, Paresh Rawal, Vir



07.09 Local: Toc Toc Doc
09.09 Local: Rodrig: Kot Nou
11.00 Local: Les Klips
12.03 Local: Rodrig Spor
12.34 Mon Jardin Ma Maison
13.05 Local: Toc Toc Doc
13.20 Local: En Forme
13.35 Local: Agir Ensemble
13.57 Rodrig: Klip Seleckson

16.10 Come On Let's Dance
17.05 Local: Radio Vision
18.00 Imperio De Mentiras
18.31 Tele: A Que No Me Dejas
19.00 Live: Journal Kreol
19.20 Rodrig: Li Bon Ou Konnin
19.30 Local: Rodrig:
19.48 Local: Les Grandes Lignes
20.30 Local: Meshiagare
20.45 Local: Evasion
23.00 Le Journal
23.20 Local: Groov'in



07.00 Serial: Chacha Bhatija
08.04 Mag: Tirth Yatra
08.21 Local: Kala
08.53 Local: Anjoria
09.13 Local: Virasat
09.28 Local: Gyan Vigyan
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki
11.27 Radha Krishna
12.00 Film: Paanch Qaidi
Starring: Amjad Khan

15.30 Serial: Badki Malkaain
16.00 Serial: Agniphera
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Amrit Vaani
19.11 Local: Swami Dayanand Saraswati
19.37 Local: Bhajan Sandhya
20.01 Local: Hunarbaaz
20.30 Serial: Surya Puran
21.37 Serial: Jag Jaanani Maa
22.42 Jijaji Chhat Par Hain



06.03 Mag: Motorweek
09.25 Fine Arts Sculptures
09.32 Doc: Focus On Europe
10.39 Doc: Discover Uzbekistan
11.26 Doc: Sweet Magic
12.00 Mag: Vous Et Nous
12.25 Mag: Arts 21
13.04 Doc: The Inside Story
13.34 Doc: Tree Stories

15.04 D.Anime: Kids Songs
15.22 D.Anime: Panda And Little...
15.34 D.Anime: La Petite Ecole...
15.42 D.Anime: Paf, Le Chien
16.10 D.Anime: Fangbone
16.39 Ubongo Kids
17.10 Mag: Lab 360
17.36 Mag: National Anthem
17.54 Doc: Sweet Magic
17.55 Doc: Eco India
18.30 Mag: Shift
18.42 Mag: Carnet De Sante



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.21 Film: Patthar Ke Phool
Stars: Salman Khan, Raveena Tandon, Kiran Kumar, Reema Lagoo
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan

19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..
20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.02 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismat Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Lttefaq..
22.59 Patiala Babes
23.30 Film: Patthar Ke Phool
Stars: Salman Khan, Raveena Tandon, Kiran Kumar, Reema

Les violences urbaines en France vont coûter 650 millions d'euros aux assureurs

Les dégradations liées aux violences urbaines ayant suivi la mort d'un adolescent tué le 27 juin par un policier vont coûter 650 millions d'euros aux assureurs, a estimé mardi leur fédération professionnelle. C'est plus du double des 280 millions d'euros qui avaient été anticipés la semaine dernière.

La facture s'annonce bien plus élevée que prévu. Les dégradations liées aux violences urbaines – consécutives à la mort de Nahel, un adolescent tué le 27 juin par un policier à Nanterre – vont coûter 650 millions d'euros aux assureurs au lieu des 280 millions anticipés la semaine dernière, a estimé mardi 11 juillet leur fédération professionnelle.

Les neuf dixièmes "du coût de ces violences urbaines concernent les 3 900 biens des professionnels et des collectivités locales sinistrés", a précisé la présidente de France assureurs, Florence Lustman, citée dans un communiqué. Le reste concerne essentiellement des dégâts subis par des particuliers pour leurs véhicules personnels.

La fédération décompte 11 300 déclarations de sinistres liées aux récentes violences urbaines. Dans le détail, les sinistres sur les biens professionnels représentent 55 % des 650 millions d'euros évoqués, et ceux sur les biens des collectivités locales 35 %, précise France assureurs.

Indemniser rapidement les professionnels

Dès le 1er juillet, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait



demandé aux assureurs de prolonger les délais de déclaration, de réduire les franchises et d'indemniser rapidement les professionnels victimes des émeutes, envers qui les banques étaient également appelées à faire preuve de compréhension.

La fédération professionnelle avait invité trois jours plus tard ses membres à "réduire" les franchises pour les "petits commerçants indépendants les plus durement touchés" par les violences urbaines.

Elle a été entendue par certains mutualistes comme Covea (marques MMA, MAAF et GMF), Macif mais aussi les bancassureurs BPCE, Crédit Agricole ou Crédit Mutuel Alliance Fédérale (qui réunit 14 des 18 fédérations du groupe mutualiste ainsi que CIC), qui ont annoncé des mesures pour les victimes. Axa, Generali ou encore Société Générale avaient aussi emboîté le pas.

"La nature des sinistres liés aux violences de ces derniers jours est donc très différente de ce que notre pays avait connu en 2005", complète Florence Lustman. À l'époque, les dégradations et incendies aux véhicules avaient représenté plus de 80 % des sinistres pour un coût total de 204 millions d'euros.

Reste à savoir si les assureurs réagiront de la même manière qu'à l'époque. L'année suivante, un bras de fer les avait opposés au gouvernement sur la question de savoir si la responsabilité de l'État était engagée dans les violences urbaines.

En 2006, la mutuelle d'assurance des collectivités locales (SMACL), en première ligne cette année, avait par exemple engagé des "procédures contentieuses" contre l'État faute d'un accord amiable sur l'indemnisation des violences urbaines de novembre 2005.

Au Japon, la Cour suprême rend un arrêt historique en faveur d'une femme transgenre

Le ministère de l'économie et du commerce avait contraint son employée à utiliser des toilettes éloignées de son poste de travail en arguant du manque de « compréhension du public ».

La Cour suprême du Japon a rendu, mardi 11 juillet, une décision historique en faveur d'une employée transgenre qui a poursuivi le gouvernement pour garantir l'accès des femmes aux toilettes sur leur lieu de travail. La haute cour a jugé que l'interdiction faite à cette femme d'une cinquantaine d'années d'accéder aux toilettes les plus proches, la forçant à utiliser d'autres sanitaires situés à d'autres étages que son bureau, « manquait cruellement de validité ».

Il s'agit de la première décision de la plus haute juridiction japonaise concernant les conditions de travail des personnes LGBT+. Selon des experts, cette décision pourrait changer la façon dont les secteurs public et privé gèrent les questions sensibles relatives aux espaces réservés aux femmes.

Interrogé sur cette décision de justice, le bureau du premier ministre a déclaré que le gouvernement « prendrait les mesures appropriées » après avoir étudié le verdict. « Le gouvernement travaillera résolument à la

réalisation d'une société dans laquelle la diversité est respectée », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Hirokazu Matsuno, sans donner davantage de précisions.

Arbitrage

L'affaire avait commencé par la plainte d'une femme transgenre à laquelle son employeur, le ministère de l'économie et du commerce, avait dit qu'elle ne pouvait utiliser que des toilettes pour femmes situées à deux étages de son bureau. Elle a fait valoir que le fait d'être exclue des toilettes féminines les plus proches « portait profondément atteinte » à sa dignité et violait une loi qui protège les employés de l'État sur leur lieu de travail.

Une dysphorie de genre avait été diagnostiquée chez cette femme vers 1999, alors qu'elle était déjà fonctionnaire, et elle avait dit à son supérieur en 2009 qu'elle souhaitait s'habiller et travailler comme une femme. Le ministère avait approuvé certaines de ses demandes, mais avait insisté sur le fait qu'elle ne pouvait utiliser que les toilettes pour femmes situées à quelques étages de son bureau, justifiant cette décision par le manque de « compréhension du public » à l'égard des personnes transgenres.

La décision avait été approuvée par un organisme neutre d'arbitrage des décisions impliquant des fonction-

naires. Toutefois, lors d'une audience tenue le mois dernier, la plaignante avait fait valoir qu'aucune employée du ministère n'avait explicitement exprimé son malaise quant au partage des toilettes.

« Embarras »

La loi japonaise exige actuellement que les personnes transgenres subissent une opération si elles veulent obtenir la reconnaissance légale de leur identité. La plaignante dans cette affaire n'a pas changé de sexe, mais vit en tant que femme.

En 2019, un tribunal de Tokyo lui avait donné raison, estimant que le traitement du ministère « restreignait des droits légaux importants ». Mais une juridiction supérieure a annulé le jugement en 2021 et a donné raison à l'État, reconnaissant qu'il lui incombait de prendre en compte « l'embarras et l'anxiété » ressentis par d'autres personnes lorsque cette femme utilisait les toilettes pour femmes.

Au début de l'année, le Japon a adopté sa première loi visant ostensiblement à protéger la communauté LGBT+ contre la discrimination. Toutefois, les militants ont dénoncé la formulation édulcorée du projet de loi, qui ne s'oppose qu'aux « discriminations injustes ».

Agro-Industrie : Une nouvelle station de filtration inaugurée pour soulager les planteurs des problèmes d'irrigation

Le gouvernement est déterminé à poursuivre ses efforts pour soulager les planteurs des nombreux défis ainsi qu'à promouvoir la sécurité alimentaire dans le pays, a déclaré le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, à Triolet.

Il s'exprimait lors de l'inauguration d'une nouvelle usine de filtration et d'un sous-bureau de l'Autorité d'irrigation. Le ministre du Travail, des Relations industrielles, de l'Emploi et de la Formation, M. Soodesh Callichurn ; le secrétaire parlementaire privé (PPS), M. Sharvanand Ramkaun ; et le Président du Conseil de l'Autorité de l'Irrigation, M. Dheenal Dhuny ; étaient également présents.

Le ministre Gobin a déclaré que la nouvelle usine de filtration, à hauteur de Rs 25 millions, assurera un approvisionnement fiable en eau de bonne qualité et soulagera les planteurs des problèmes d'irrigation. L'usine, a-t-il mentionné, comprend un système de filtration de technologie moderne équipé d'un mécanisme de rétrolavage automatique et de télécommande pour le fonctionnement des travaux de tête. Quant au bureau auxiliaire, il a indiqué qu'il sera responsable de l'injection de chlore dans l'eau et assistera les planteurs dans les activités d'irrigation.

Il a observé que le système bénéficiera à environ 450 planteurs de la région sur 380



arpents de terres cultivées pour la canne à sucre et les légumes. Le gouvernement, a-t-il souligné, est sensible au sort et aux défis des planteurs et offre plusieurs incitations pour aider les planteurs à continuer d'investir dans la culture de la canne à sucre.

Le ministre a parlé de l'augmentation du prix du sucre par tonne s'élevant à environ Rs 30 000 et a exhorté davantage de planteurs à s'engager dans la culture de la canne à sucre car le prix du sucre devrait continuer à augmenter sur le marché inter-

national.

Pour sa part, le ministre Callichurn s'est appesanti sur le concept de contrat de travail pour le secteur agricole pour faire face au manque de main-d'œuvre et aux coûts élevés pour les travailleurs étrangers. Il a expliqué que la main-d'œuvre sera désormais disponible pour les planteurs avec l'aide de sous-traitants qui seront encouragés à recruter un vivier de travailleurs agricoles, y compris des travailleurs étrangers.

Le gouvernement, a-t-il fait remarquer, a proposé toutes ces mesures pour donner un nouveau dynamisme au secteur agricole, réduire la dépendance aux importations et promouvoir l'autosuffisance.

Quant au PPS Ramkaun, il a souligné la nécessité d'utiliser l'eau de manière efficace et d'éviter le gaspillage. Il a également évoqué l'importance de promouvoir la diversification agricole et d'encourager la production locale.

Infrastructures routières : lancement des travaux de réaménagement de la route B28 de Beau Champ à Bel Air



La cérémonie d'inauguration des travaux de réfection de la route B28 (phase 2) sur une longueur de 3,1 kilomètres de Beau Champ à Bel Air, s'est tenue, en présence du ministre du Développement industriel, des PME et des Coopératives, M. Soomilduth Bholah.

Le Président Directeur Général d'Alteo Ltd, M. Fabien de Marassé Enouf, ainsi que d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Dans une déclaration, le ministre Bholah a souligné que cette initiative fait partie des nombreux projets de développement budgétés par le gouvernement pour améliorer la qualité du réseau routier du pays. L'absence de trottoirs, d'infrastructures de drainage

et d'éclairage public dans la région pose des problèmes de sécurité aux usagers de la route et aux piétons, a-t-il fait remarquer.

Estimé à hauteur de Rs 156 millions, le projet de la route B28 assurera la sécurité des piétons, améliorera le réseau de drainage, réduira le temps de trajet et permettra d'économiser sur les coûts d'entretien des routes et des véhicules, entre autres, a souligné M. Bholah. Il a ajouté que le projet a été conçu en tenant compte de la préservation et de la conservation de l'environnement.

Le ministre a également souligné plusieurs projets nouveaux et en cours dans la région, ajoutant que le gouvernement entreprenait de grands pro-

jets de développement d'infrastructures à travers l'île pour répondre aux besoins des citoyens tout en améliorant leur qualité de vie.

M. Nuzurally a lancé un appel aux habitants de la région pour qu'ils soient patients et collaborent avec les autorités jusqu'à la réalisation du projet. Il a également exprimé sa gratitude à Alteo Ltd pour son soutien dans le projet.

La portée des travaux comprend la construction de quatre aires de stationnement pour autobus ; une piste cyclable de largeur libre de 2,6m sur une longueur de 715m ; un trottoir en béton bitumineux d'une largeur de 1,5 m sur un tronçon de 600 m ; un sentier en béton de largeur 1,5 m sur une longueur de 700 mètres, 3 km de système de drainage ; réalignement de la route sur une longueur de 425 m ; fourniture de mains courantes et d'éclairage public ; et le resurfaçage de la route améliorée. Le projet devrait être achevé d'ici juin 2024

Il est rappelé que la route Flacq-Mahebourg (B28) est le seul lien reliant la partie Est de l'île, Bel Air, à la partie Sud, Mahebourg. La route B28 a connu au fil des ans une détérioration physique et est inondée à plusieurs endroits lors de fortes pluies. La route est également utilisée comme voie de transport pour le transport de la canne pendant la saison des récoltes. Par conséquent, sa mauvaise géométrie et les risques potentiels pour la sécurité nécessitent des travaux de mise à niveau.

Musée Intercontinental de l'Esclavage Ile Maurice lance un site web informatif

Le Musée Intercontinental de l'Esclavage (ISM), qui a pour vocation d'assurer la préservation culturelle et l'étude scientifique du phénomène de l'esclavage et de la traite négrière dans l'océan Indien, a lancé cette année un site informatif accessible sur le lien : <https://ismmauritiusltd.govmu.org/>

Le site Web, conçu et hébergé par le Centre en ligne du gouvernement, présente l'historique de la mise en place de l'ISM et les segments suivants : Nouvelles et événements ; Histoire de l'hôpital militaire ; Affiliation ; Publications ; et Expositions. Le site Web de l'ISM fournit également du contenu lié au "développement des musées" et aux "huit principes directeurs du musée intercontinental de l'esclavage", entre autres.

Il est rappelé que l'ISM est l'une des principales recommandations de la Commission vérité et justice de Maurice, qui a mis en place en 2009 des plateformes publiques pour enquêter sur l'héritage de l'esclavage et du travail sous contrat de l'époque coloniale à nos jours.

En 2016, le gouvernement a accepté la création d'un musée intercontinental de l'esclavage à l'hôpital militaire ex-labourdonnais de Port Louis, qui figure parmi l'un des bâtiments les plus anciens du pays et est très important dans l'histoire de l'esclavage.

ISM Mauritius Ltd a ensuite été créée en tant que véhicule à usage spécial le 20 janvier 2020 et a été constituée en tant que société appartenant au gouvernement pour la mise en œuvre du projet de musée intercontinental de l'esclavage.

L'ISM vise à promouvoir les échanges culturels et une culture de paix et d'union entre les peuples de plusieurs continents ; encourager le développement des programmes, la recherche scientifique et produire du matériel éducatif et pédagogique ; étudier l'esclavage et la traite des esclaves dans l'océan Indien ; créer et conserver un catalogue d'objets liés à l'esclavage ; accueillir une exposition permanente ; et organiser régulièrement des expositions itinérantes.

Adhésion de la Suède à l'Otan : qu'a obtenu Erdogan ?

Après 18 mois de blocage, la Turquie a finalement accepté lundi de ratifier l'entrée de la Suède au sein de l'Otan.

Loi anti-terroriste, adhésion de la Turquie à l'UE, libéralisation des visas, livraisons militaires... France 24 décrypte les points cruciaux de cet accord.

De longues poignées de mains et des sourires complices pour célébrer une "journée historique". Le président turc Recep Tayyip Erdogan, le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg et le Premier ministre suédois Ulf Kristersson étaient réunis devant la presse, lundi 10 juillet en début de soirée, pour officialiser le soutien de la Turquie à l'adhésion de la Suède à l'Otan.

Cette étape "bénéficie à la sécurité de tous les alliés de l'Otan en cette période critique. Elle nous rend tous plus forts et plus en sécurité", s'est félicité le chef de l'Alliance.

Le pays devrait désormais rapidement devenir le 32e membre de l'Otan, une fois son intégration approuvée par le Parlement turc ainsi que par la Hongrie, qui a déjà annoncé son soutien.

L'annonce de cet accord marque l'épilogue de 18 mois de difficiles négociations entre Stockholm et Ankara, qui avait au départ conditionné son feu vert à l'extradition de dizaines de militants kurdes réfugiés en Suède.

Durcissement de la législation anti-terroriste

Ces dernières années, la Turquie a multiplié les demandes d'extradition auprès des pays européens pour mettre la main sur ces militants qu'elle considère comme une menace, sans grand succès. Bien que le PKK soit reconnu comme une organisation terroriste par l'UE et la plupart des pays européens, ces derniers craignent que ses militants ne bénéficient pas d'un procès équitable en Turquie. Le 30 mars 2023, Ankara avait finalement approuvé l'adhésion de la Finlande tout en continuant de



négoier avec la Suède.

L'accord signé salue le travail du pays pour "répondre aux préoccupations légitimes de la Turquie en matière de sécurité". En novembre 2022, Stockholm a modifié sa constitution pour durcir la législation antiterroriste avant d'adopter en mai une nouvelle loi interdisant les activités liées à des groupes extrémistes. Un mois plus tard, le gouvernement a annoncé l'extradition d'un partisan du PKK, condamné en Turquie pour trafic de drogue. Enfin, à quelques jours du sommet, la justice suédoise a condamné un Turc d'origine kurde à quatre ans et demi de prison pour "tentative de financement terroriste" du PKK.

Autant de décisions saluées par Ankara, auprès de qui la Suède s'est engagée à "poursuivre la lutte contre le terrorisme", à défaut d'ordonner les dizaines d'extraditions initialement réclamées par Recep Tayyip Erdogan.

Intégration à l'UE et libéralisation des visas

C'est la grande surprise de cet accord. Le texte stipule que "la Suède soutiendra activement les efforts visant à redynamiser

le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE". Candidat depuis 1987, le pays avait dû attendre 2005 pour que soient ouvertes des négociations avec l'Union. Mais cette perspective, qui faisait déjà débat en raison de la situation géographique du pays et de son contentieux avec Chypre, s'est éloignée ces dernières années du fait du durcissement du régime Erdogan, après la tentative de coup d'État de 2016.

Depuis, entre la proximité d'Ankara avec Moscou et les contentieux relatifs à la crise migratoire, les sujets de friction ne manquent pas.

"Redynamiser ne veut pas dire grand-chose", souligne Pierre Benazet, le correspondant de France 24 à Bruxelles, d'autant plus que "les Européens sont extrêmement gênés par cette candidature qui traîne sur la table depuis des décennies".

Le volet sur l'adhésion inclut deux points en particulier : "la modernisation de l'union douanière UE-Turquie et la libéralisation des visas".

"Il s'agit de deux demandes qui reviennent très régulièrement dans le discours turc", rappelle le correspondant de France

24 en Turquie, Ludovic de Foucaud. "La libéralisation des visas en particulier est un sujet très sensible en Turquie en ce moment. C'est une vraie demande de l'opinion turc et Recep Tayyip Erdogan pourra la présenter à ses électeurs comme une victoire car de plus en plus de Turcs se plaignent de ne pas pouvoir voyager dans l'UE".

Un bon point, donc, pour le président turc, même si l'accord signé lundi n'engage que la Suède. Rien n'indique à ce stade que ses revendications seront soutenues par les autres membres de l'Union européenne.

Livraisons militaires

Enfin, parmi les aspects liés aux garanties de sécurité figure la reprise des exportations d'armes à la Turquie, annoncée par la Suède en septembre 2022. Ces livraisons, qui concernent principalement équipements électroniques, armures, logiciels et de l'assistance technique, avaient été interrompues en 2019, après son incursion en Syrie contre la milice kurde syrienne YPG.

Toujours sur le plan militaire, un autre aspect, bien plus important, aurait pesé dans la balance : la livraison d'avions de combat américains F-16 à la Turquie. Au lendemain de l'annonce de l'accord entre la Turquie et la Suède, le conseiller à la sécurité de Joe Biden, Jake Sullivan, a confirmé vouloir avancer sur l'envoi de ces chasseurs, "en consultation avec le Congrès, le ministère américain de la sécurité nationale et le gouvernement turc".

Depuis octobre 2021, Ankara souhaite acquérir 40 de ces F-16 et près de 80 kits de modernisation pour ses avions de guerre existants, pour un total 20 milliards de dollars. Si les dirigeants américains et turcs ont rejeté à plusieurs reprises tout lien entre les deux dossiers, la vente de ces F-16 doit être validée par le congrès aux États-Unis. Or, plusieurs de ses membres avaient prévenu qu'ils ne l'autoriseraient pas avant qu'Ankara ne ratifie les adhésions de la Suède et de la Finlande.

Réforme judiciaire en Israël : des manifestations après le vote d'une mesure controversée

Des manifestations ont lieu mardi en Israël à l'initiative des opposants à la réforme judiciaire. Ces derniers ont appelé à une journée de mobilisation après un vote crucial au Parlement sur une mesure controversée du texte de loi voulu par le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Regain de mobilisation attendu en Israël contre la réforme judiciaire voulu par le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Des manifestations ont lieu dans le pays, mardi 11 juillet, après un vote crucial au Parlement sur une mesure controversée de ce texte de loi.

Les organisateurs de ce mouvement de protestation, qui réunit chaque semaine des dizaines de milliers de personnes depuis des mois, envisagent de bloquer des endroits stratégiques du nord au sud du pays.

À Tel-Aviv, "la police a dispersé une manifestation illégale à l'aéroport" international Ben Gourion, où des manifestants ont tenté de bloquer l'accès, a annoncé la police. Celle-ci a toutefois précisé dans un communiqué séparé que la "liberté de manifester" serait garantie dans le respect de "l'ordre et la loi".



La police a aussi annoncé avoir arrêté 24 manifestants dans tout le pays pour "troubles à l'ordre public".

Cette journée de mobilisation intervient après le vote en première lecture par la Knesset, le Parlement israélien, d'une mesure visant à annuler la possibilité pour le pouvoir judiciaire de se prononcer sur le "caractère raisonnable" des décisions du gouvernement.

La mesure a été adoptée dans la nuit de lundi à mardi en première lecture par 64

voix pour, correspondant aux députés de la coalition gouvernementale, lors d'une séance agitée. Les 56 députés de l'opposition ont tous voté contre.

Pour Benjamin Netanyahu, le projet de loi n'est "pas la fin de la démocratie"

Annoncée peu après l'investiture du gouvernement formé en début d'année par Benjamin Netanyahu, l'un des plus à droite de l'histoire d'Israël, la réforme judiciaire vise notamment à diminuer les prérogatives de la Cour suprême, que l'exécutif juge poli-

tisée. Ses détracteurs estiment que la réforme risque d'ouvrir la voie à une dérive antilibérale ou autoritaire.

Dans une vidéo mise en ligne sur Facebook pendant les débats dans la nuit, Benjamin Netanyahu s'est voulu rassurant en affirmant que le projet de loi n'était "pas la fin de la démocratie" mais qu'il allait "renforcer la démocratie". "Les droits des tribunaux et des citoyens israéliens ne seront en aucun cas lésés (...). La Cour continuera à contrôler la légalité des décisions et des nominations du gouvernement", a-t-il affirmé.

De son côté, le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a reproché au gouvernement de ne pas tenir ses promesses : "Vous aviez promis d'aider les faibles et de protéger la sécurité d'Israël (...), vous ne faites rien d'autre que cette folie."

Fin mars, Benjamin Netanyahu avait décrété une pause dans le processus législatif pour permettre des discussions avec les partis d'opposition. Mais fin juin, les deux principaux chefs de l'opposition, Yaïr Lapid et Benny Gantz, ont suspendu leur participation aux pourparlers.

Le président israélien, Isaac Herzog, a appelé les parties à revenir à la table des négociations, qui se déroulent sous son égide depuis le mois de mars.

Les promesses d'un avenir meilleur pour l'humanité « en péril »

Plus de 30% des objectifs de l'Agenda 2030 n'ont enregistré aucun progrès, alerte l'ONU dans un rapport.

Extrême pauvreté, accès à l'eau potable, inégalités hommes-femmes... Les objectifs que le monde s'est fixés pour améliorer le sort de l'humanité sont « en péril », a alerté l'ONU lundi, appelant à un « plan de sauvetage » pour que personne ne soit laissé-pour-compte.

En 2015, l'« Agenda 2030 » adopté par les États membres de l'ONU a listé 17 objectifs de développement durable (ODD), déclinés en 169 cibles, destinés à construire un avenir meilleur et plus durable pour tous à la fin de cette décennie.

Mais « à moins que nous n'agissions maintenant, l'Agenda 2030 pourrait devenir l'épitaphe du monde qui aurait pu être », met en garde le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans le préambule du rapport d'évaluation de ces ODD qui seront au cœur d'un sommet prévu les 18 et 19 septembre.

Alors que le principe était de ne laisser personne au bord du chemin, « à mi-parcours, cette promesse est en péril », juge le rapport, avec « plus de la moitié du monde » laissée-pour-compte. Les ODD « disparaissent dans le rétroviseur, tout comme l'espoir et les droits des générations actuelles et futures ».

Ainsi, de la santé à la lutte contre le changement climatique, de l'accès à l'énergie aux inégalités, sur les quelque 140 « cibles » qui ont pu être évaluées, plus de 30 % n'ont enregistré aucun progrès, voire une régression depuis 2015, et environ la moitié montre une déviation modérée ou grave de la trajectoire espérée.

Par exemple, la pandémie de COVID-19



« Sans scrupule »

a mis à un coup d'arrêt à la tendance à la baisse de l'extrême pauvreté (moins de 2,15 dollars par jour).

Au rythme actuel, 575 millions de personnes vivront toujours dans ces conditions en 2030, la plupart en Afrique subsaharienne, soit une baisse de 30 % depuis 2015, loin de l'éradication espérée.

« De façon choquante, le monde est revenu à des niveaux de faim pas connus depuis 2005 », souligne aussi le rapport. Environ un humain sur trois (2,3 milliards de personnes) vivait en insécurité alimentaire modérée ou grave en 2021, et la malnutrition infantile est toujours un « problème mondial ».

Et 1,1 milliard d'humains habitent en milieu urbain dans des conditions dignes de bidonvilles, un nombre qui devrait augmenter de 2 milliards d'ici 30 ans.

La pandémie, qui a mis en lumière la fragilité de nombreuses avancées, a eu notamment un impact « dévastateur » sur l'éducation. Sans nouvelles mesures, seulement un pays sur six atteindra l'objectif d'un accès universel à l'enseignement secondaire en 2030 et 84 millions d'enfants n'iront pas à l'école.

En matière d'égalités hommes-femmes, le rapport souligne là encore des progrès « trop lents », notant qu'au rythme actuel, il faudrait 286 ans pour combler l'écart en matière de protection juridique et de suppression des lois discriminatoires, et 300 ans pour mettre fin au mariage des enfants.

Et les pays en développement, « ensevelis sous une montagne de dettes », « sont les plus touchés par notre échec collectif à investir dans les Objectifs de

développement durable », souligne Antonio Guterres, qui appelle sans cesse à réformer les institutions financières internationales.

« Nous ne pouvons persister avec un système financier sans scrupule et espérer que les pays en développement atteignent des objectifs que les pays développés ont atteints avec bien moins de contraintes », renchérit le rapport.

Dans ce contexte, l'ONU appelle à adopter lors du sommet de septembre « un plan de sauvetage » des ODD.

Cela passerait notamment par un nouvel engagement politique fort, mais aussi par le soutien à la proposition d'Antonio Guterres d'un plan de relance de 500 milliards de dollars supplémentaires par an d'ici 2030 pour financer ce développement durable.

Malgré le sombre tableau peint par le rapport, l'ONU met en avant quelques signes d'espoir.

Ainsi, la mortalité infantile a baissé de 12 % entre 2015 et 2021, et d'ici 2030, près de 150 pays devraient atteindre leur objectif en la matière.

Avec 5,3 milliards de personnes connectées en 2022, l'accès à Internet a largement augmenté, tandis que le nombre de morts liées au Sida a baissé de 52 % depuis 2010.

Depuis 2015, la proportion de la population ayant accès à l'eau potable ou à des services d'assainissement sûrs a également augmenté.

Mais comme pour de nombreuses cibles des ODD, progrès ne signifie pas succès : 2,2 milliards de personnes n'avaient toujours pas accès à l'eau potable en 2022 et 419 millions n'avaient d'autre choix que de faire leurs besoins en plein air.

Pluies torrentielles meurtrières dans le sud-ouest du Japon

Après une semaine de pluies régulières, des glissements de terrain ont fait au moins deux morts lundi dans le sud-ouest du Japon. Le gouvernement a prévenu que des pluies torrentielles étaient prévues mardi dans une grande partie du pays.

Le bilan est sans doute provisoire. Au moins deux personnes sont mortes dans les pluies torrentielles qui se sont abattues lundi 10 juillet dans le sud-ouest du Japon.

Après une semaine de pluies régulières, "les plus importantes" précipitations "jamais enregistrées dans la région", selon l'agence météorologique du Japon, ont fait sortir les rivières de leur lit. La terre détrempée s'est effondrée dans des glissements de terrain, dont l'un a tué une femme de 77 ans dans la nuit de dimanche à lundi. La maison de la septuagénaire a été engloutie dans la région de Saga, ont indiqué les pompiers locaux à l'AFP. Son mari a été retrouvé conscient et emmené à l'hôpital.

Un autre glissement de terrain à Kurume, dans la région de Fukuoka, a englouti dix personnes, dont neuf ont survécu. Mais la mort d'un septuagénaire a été confirmée, a indiqué à l'AFP un responsable des secours de la ville. Les médias locaux ont établi un bilan encore plus élevé, l'agence Kyodo faisant état d'au moins cinq morts lundi soir.

"Votre vie est en danger"

Le corps d'un autre homme a été découvert à Kurume, près d'une rivière en crue, selon la chaîne de télévision NHK et le journal Yomiuri Shimibun. À Hirokawa, dans la même région de Fukuoka, la dépouille d'un



homme âgé a été trouvée à l'intérieur d'un véhicule plein d'eau piégé dans un canal d'irrigation, selon le Yomiuri.

Une autre femme pourrait avoir péri, après avoir été aperçue pour la dernière fois accrochée à une voiture alors que les eaux montaient, dans la région voisine d'Oita, ont déclaré les autorités locales.

Les pluies avaient tari ou cessé lundi en fin d'après-midi. Mais plus tôt, plus de 420 personnes avaient été exhortées à se mettre à l'abri dans les régions de Fukuoka et d'Oita. Elles avaient reçu un avertissement de haut niveau : "Votre vie est en danger, vous devez agir immédiatement."

Près de deux millions d'habitants de

Fukuoka, Hiroshima, Saga, Yamaguchi et Oita ont été sous le coup d'une alerte de niveau inférieur, les incitant à évacuer si elles se trouvent dans des zones dangereuses.

Le Japon dispose de cinq niveaux d'alerte-évacuation, qui ne sont toutefois pas contraignants, nul n'étant expressément obligé de quitter son domicile.

De nouvelles précipitations attendues

Des images diffusées par la chaîne nationale NHK montrent les dégâts déjà subis : à Karatsu, le flanc d'une colline est entaillé juste au-dessus d'une maison partiellement effondrée dans une rivière, ses tuiles traditionnelles brisées ou éparpillées.

Ailleurs, les images montrent des rivières en crue emportant des ponts et des rues transformées en ruisseaux par les eaux de crue.

Le cabinet du Premier ministre Fumio Kishida a annoncé la mise en place d'une cellule pour coordonner la réponse aux pluies. "Nous avons reçu des informations faisant état de la crue de plusieurs rivières et de glissements de terrain dans diverses régions du pays", a déclaré à la presse le porte-parole du gouvernement, Hirokazu Matsuno. "Le gouvernement fait de son mieux pour obtenir une image complète des dégâts et prend des mesures qui donnent la priorité à la vie des gens."

Le porte-parole a prévenu que des pluies torrentielles étaient prévues mardi dans une grande partie du pays. "Si vous sentez que votre vie est en danger, ne serait-ce qu'un peu, n'hésitez pas à agir", a-t-il souligné.

Le Japon traverse actuellement sa saison annuelle de pluies, qui s'accompagne souvent de pluies diluviennes et entraîne parfois des inondations et des glissements de terrain, ainsi que des pertes humaines. Le risque de fortes pluies se trouve accru par le réchauffement climatique, selon les scientifiques.

Les glissements de terrain constituent un risque particulier au Japon, car les habitations sont souvent construites sur des plaines, au pied des collines, dans ce pays montagneux. En 2021, la pluie a provoqué un glissement de terrain dévastateur dans la station balnéaire centrale d'Atami, qui a tué 27 personnes. En 2018, des inondations et des glissements de terrain ont tué plus de 200 personnes dans l'ouest du Japon pendant la saison des pluies.

Les États-Unis officiellement de retour au sein de l'Unesco

Les États-Unis, dont les États membres de l'Unesco avaient fin juin très largement voté le retour au sein de cette organisation onusienne, en font désormais pleinement partie, après avoir satisfait à de dernières procédures, a annoncé mardi l'institution basée à Paris.

« Le retour des États-Unis au sein de l'Unesco est effectif : ils sont officiellement redevenus État membre de notre Organisation », s'est félicitée dans un communiqué la directrice générale de l'organisation, Audrey Azoulay, saluant une « victoire » pour l'Unesco.

Fin juin, quelque « 90% des (pays) présents et votants », selon l'Unesco, s'étaient déjà prononcés en faveur de la réadhesion américaine à l'organisation onusienne pour l'éducation, la culture et les sciences, que Washington avait quittée sous Donald Trump.

Mais les États-Unis devaient encore « officiellement accepter l'Acte constitutif de l'Unesco », ce qu'ils ont fait lundi, selon un diplomate onusien. Le Royaume-Uni, dépositaire de ce document, devait ensuite enregistrer cette décision, ce qui « vient d'être fait », d'après le communiqué reçu mardi par l'AFP, intitulé « Les États-Unis



deviennent le 194^e État membre de l'Unesco ».

Dimanche, Audrey Azoulay s'était entretenue par téléphone avec le secrétaire d'État américain Anthony Blinken, qui lui avait promis « un soutien renforcé » aux

actions de l'Unesco pour « l'éducation en Afrique, la protection du patrimoine en Ukraine, la mémoire de la Shoah et la liberté de la presse », selon l'organisation onusienne.

Washington avait quitté l'Unesco en

octobre 2017 en dénonçant les « partis pris anti-israéliens persistants » de cette institution. Ce retrait, accompagné de celui d'Israël, était effectif depuis décembre 2018.

Son retour s'inscrit dans un contexte général de la rivalité croissante avec la Chine, alors que Pékin souhaite transformer l'ordre multilatéral international mis en place après la Deuxième guerre mondiale, dont l'Unesco est une émanation.

Seuls dix pays se sont opposés fin juin au retour américain, dont l'Iran, la Syrie, la Chine, la Corée du Nord et surtout la Russie, qui avait à dessein considérablement ralenti les débats, à défaut de pouvoir renverser leur issue.

Les États-Unis avaient déjà quitté l'Unesco en 1984, sous Ronald Reagan, invoquant l'inutilité supposée et les débordements budgétaires de l'organisation qu'ils avaient ensuite réintégré en octobre 2003.

Leur retour est un soulagement pour l'organisation, dont les contributions américaines représentaient 22% du budget. Washington s'est engagé à rembourser intégralement ses arriérés, qui atteignent 619 millions de dollars, soit davantage que le budget annuel de l'Unesco, évalué à 534 millions de dollars.

France

À l'approche du 14 juillet, le mystère reste entier sur les choix d'Emmanuel Macron

Alors que le président de la République avait donné rendez-vous le 14 juillet pour établir "un premier bilan" des "cent jours d'apaisement" qu'il avait lui-même décrété le 17 avril, le mystère reste entier sur ses intentions. Entre un remaniement gouvernemental, une interview ou une prise de parole, Emmanuel Macron entretient le flou.

Remaniement, prise de parole, interview ? L'Élysée a laissé planer le mystère, lundi 10 juillet, sur les intentions d'Emmanuel Macron à l'approche du 14-Juillet, alors même que le chef de l'État est attendu sur sa réponse aux émeutes et sur son "bilan" des "cent jours" censés relancer son quinquennat.

"Rien n'est figé, rien n'est décidé, tout peut bouger à tout moment", a dit la présidence à des journalistes, avant d'ajouter ce truisme, sur un ton plus énigmatique encore : "On ne peut qu'ignorer ce qui n'est pas".

L'hypothèse d'un entretien télévisé vendredi pour la Fête nationale, qui tenait encore la corde la semaine dernière, semble désormais moins certaine, voire en passe d'être écartée. Une allocution solennelle est, elle, carrément exclue par l'entourage présidentiel, qui se borne à assurer qu'il reviendra devant les Français "avant la pause estivale".

Le 17 avril, en décrétant "cent jours d'apaisement" et "d'action" pour clore la crise des retraites qui avait plombé le début de son second quinquennat, le président avait pourtant donné rendez-vous le 14 juillet pour "un premier bilan".

La mort du jeune Nahel, tué le 27 juin par un policier lors d'un contrôle routier, et les nuits de violences urbaines consécutives ont accru l'attente : s'il a été constamment à la manœuvre, Emmanuel Macron ne



s'est pas adressé directement aux Français. Le 14-Juillet devait donc lui permettre de préciser le cap qu'il entend donner à la suite de son mandat.

Ne pas s'exprimer serait "baroque", estime un cadre du camp présidentiel. "Lunaire", renchérit un conseiller de l'exécutif.

Élisabeth Borne tente de reprendre la main

Dans l'entourage d'Emmanuel Macron, on estime que "la promesse des cent jours d'action a été en très grande partie tenue", avec un président de retour au contact des Français pour lancer des chantiers importants, comme la réforme du bac professionnel et les mesures destinées à revitaliser l'industrie hexagonale tout en la verdissant.

"On prédisait qu'après les retraites, l'exécutif serait entravé et que le Parlement

serait bloqué. Force est de constater que ce n'est pas le cas", ajoute-t-on.

Pour l'heure, c'est Elisabeth Borne qui a fait publiquement le bilan des "cent jours". "Nous avons délivré", a affirmé la Première ministre dans un entretien au journal Le Parisien Dimanche – comme pour confirmer, avec cet anglicisme vantant les résultats obtenus, l'image "techno" qui lui colle à la peau.

Cette interview, et le rendez-vous qu'elle a donné mercredi aux syndicats et au patronat pour fixer l'agenda social des prochains mois, pourraient apparaître comme autant de signes d'une cheffe de gouvernement confortée à son poste.

Pourtant, en macronie, personne ne se hasarde à tirer une telle conclusion, y compris ceux qui, il y a quinze jours, étaient certains qu'Élisabeth Borne avait gagné un

nouveau sursis.

La piste Darmanin à Matignon

Car en fin de semaine dernière, la machine à rumeurs s'était à nouveau emballée, prédisant un remaniement imminent durant le week-end. Un ministre important reconnaît même qu'il s'attendait vendredi à un changement à Matignon.

Et puis le week-end est passé... et rien de tel ne s'est concrétisé. "Les entourages et les différents cercles poussent leur thèse sans savoir ce qui va vraiment se passer", décrypte une conseillère de l'exécutif. Traduction d'un cadre macroniste : certains proches d'Emmanuel Macron continuent de pousser avec insistance pour remplacer Elisabeth Borne par le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin – a fortiori après les émeutes – et donner la priorité au rétablissement de l'ordre.

Cette semaine, l'agenda du chef de l'État est bien rempli. Il sera jusqu'à mercredi soir en Lituanie pour le sommet de l'Otan. Jeudi, il présidera un Conseil des ministres, s'exprimera à l'hôtel de Brienne pour la traditionnelle réception du ministère des Armées avant la Fête nationale, et accueillera jusqu'à vendredi le Premier ministre indien Narendra Modi, son invité d'honneur au défilé militaire du 14-Juillet.

Ces engagements repoussent un remaniement, que beaucoup autour de lui continuent de juger incontournable pour évincer les maillons faibles, au week-end prochain au plus tôt. L'option d'une démission, à ce moment-là, d'Élisabeth Borne, qui serait aussitôt renommée par Emmanuel Macron pour former une nouvelle équipe, circulait en interne, sans pour autant être garantie.

"Il faut savoir refermer cette page, que chacun soit fixé sur la suite", soupire un ministre sur la sellette.

Santé

Régimes : pourquoi ça prend du temps de perdre du poids ?

De nombreuses publicités vantant de soi-disant régimes miracles promettent des résultats visibles en quelques semaines. Mais pour Matthieu Marty, diététicien-nutritionniste et doctorant en physiologie de la nutrition et de l'exercice à Paris, cette rapidité n'est pas un gage de qualité et d'efficacité.

Doit-on accorder du crédit aux régimes qui promettent de perdre plusieurs kilos en une semaine ?

Matthieu Marty : « C'est jouer sur l'ignorance des gens. Un régime se définit par une alimentation inhabituelle qui a un début et une fin dans le temps. Cette dernière notion est importante car elle permet de comprendre que ce n'est ni une habitude qui s'installe, ni un mode de vie qui s'améliore durablement.

Or pour perdre du poids il faut du temps : du temps pour que le poids perdu ne soit quasiment que du gras et pas du glycogène (la réserve d'énergie dans les muscles), de l'eau (qui sert à stocker l'énergie dans les muscles et le foie), ou du muscle.

Malheureusement les promesses de régimes amincisants sont souvent séduisantes car on perd effectivement du poids rapidement... en tout cas sur la balance. Mais le poids perdu, lorsqu'il est rapide, est majoritairement du glycogène, de l'eau intramusculaire et sous cutanée et du muscle. »

Quels sont les risques de ces régimes amaigrissants ?

Matthieu Marty : « Ils vont impacter certains phénomènes physiologiques et comportementaux : un dérèglement du pondérostas, cette zone dans le cerveau qui régule le poids et la faim, une perte de muscle (et donc une perte du plus gros consommateur d'énergie), une diminution aiguë de la leptine (l'hormone de la satiété) ainsi qu'une frustration inconsciente créée par les interdits et injonctions du régime... »

Vous vous apercevrez que la totalité des personnes ont repris du poids ensuite, car cela n'est pas une question de



volonté mais une question de physiologie. Il est donc important de comprendre que pour un objectif qui prend du temps (le fait de perdre du gras) il faut prendre son temps pour bien faire les choses, et ne pas tomber dans un cercle vicieux de perte et reprises de poids aigües. »

Une alimentation équilibrée et la pratique d'une activité physique restent-elles les meilleurs moyens de perdre du poids sainement ?

Matthieu Marty : « Il faut commencer par comprendre son objectif et se dissocier au mieux du lobbying, des promesses des coachs non diplômés et des publicités. La meilleure façon de perdre du gras est en effet d'améliorer son comportement et sa vision de l'alimentation :

* Avoir des objectifs sains et réalistes : comprendre que ce n'est ni un repas, ni un aliment qui fait grossir ou maigrir

* Améliorer son alimentation qualitativement : cuisiner, manger diversifié, augmenter la part de fruits et légumes et produits complets qui sont satiétogènes, privilégier les ali-

ments bruts aux aliments ultra transformés...

* Bouger autant qu'on le peut : se déplacer en marchant, à vélo, prendre les escaliers, faire un sport qu'on aime... »

En adoptant ces méthodes, les résultats peuvent-ils être visibles rapidement ?

Matthieu Marty : « Lorsqu'on souhaite perdre du gras, on va dans les premiers jours perdre de l'eau et des réserves d'énergie. Voilà pourquoi le poids sur la balance n'est pas un indicateur très intéressant. Il est plus important de se baser sur ses ressentis physiques, sur sa confiance en soi que sur un chiffre inscrit sur un pèse-personne.

Mais on peut dire que, dès les premières semaines, le corps - la confiance en soi, l'énergie, la qualité du sommeil et

du quotidien - va déjà s'améliorer ! Mais cela ne se verra pas encore physiquement. Ce n'est qu'au bout d'un mois et demi (soit 3-4 kilos, pas plus, si on fait bien les choses) que cela va commencer à être visible surtout au niveau du visage. C'est ce qui se remarque en premier. »

Y a-t-il une différence de rythme de perte de poids entre ceux qui ont beaucoup de kilos à perdre et ceux qui n'en ont que quelques-uns ?

Matthieu Marty : « Plus on est en surpoids, plus chaque changement dans l'alimentation ou l'activité physique sera visible et efficace. Mais que ce soit une personne en surpoids ou obèse, il ne faut pas perdre de poids trop rapidement bien que cela soit tentant. N'oublions pas qu'une personne obèse peut être dénutrie.

Et pour les personnes non obèses, l'on recommande une perte de 2-3 kilos par mois. Au-delà, la majorité du poids perdu sera du muscle. »

AVC : ils seraient plus fréquents si vous faites des insomnies

Une nouvelle étude vient confirmer l'association entre l'insomnie et la possibilité de subir un accident vasculaire cérébral. Et ce, tout particulièrement chez les moins de 50 ans.



Dormir trop ou trop peu, faire des siestes de plus d'une heure, ronfler... font partie des facteurs liés au sommeil qui augmentent le risque de subir un AVC. Et il y en a d'autres, à en croire l'étude menée par des chercheurs de l'université de Richmond, aux Etats-Unis, dont les résultats ont été publiés dans Neurology, la revue médicale de l'American Academy of Neurology.

Une étude conséquente

Les scientifiques ont utilisé une base de données conséquente, comprenant plus de 30 000 personnes âgées en moyenne de 61 ans, dont aucune ne présentait d'antécédent d'AVC au début de l'étude. Les participants ont été invités à répondre à des questions concernant leur sommeil : avaient-ils des difficultés d'endormissement ? Se réveillaient-ils souvent la nuit ? Se réveillaient-ils trop tôt le matin ? A quelle fréquence se sentaient-ils reposés au réveil ? etc.

Puis les participants devaient eux-mêmes évaluer la sévérité de leurs troubles. Leur suivi a duré au total 9 ans ; plus de 2 000 d'entre eux ont subi un AVC durant cette période. Quels participants ? Présentaient-ils des troubles du sommeil ? Est-il possible de dégager une tendance ? C'est ce qu'ont cherché à déterminer les scientifiques, après avoir neutralisé différentes variables comme le fait de boire de l'alcool, de fumer et de ne pas pratiquer d'activité physique, tant d'éléments qui majorent le risque d'AVC.

Un lien entre insomnie et AVC

Ils en ont conclu qu'il existait bien une association entre insomnie et accidents vasculaires cérébraux. Dans le détail, les participants présentant un à quatre symptômes d'insomnie avaient un risque d'AVC accru de 16 % par rapport à ceux qui n'en avaient aucun. Pour ceux qui avaient déclaré cinq à huit symptômes d'insomnie, le risque était accru de 51 %.

Si l'on s'intéresse au facteur âge, l'association entre AVC et insomnie était particulièrement forte chez les moins de 50 ans, avec un risque quatre fois plus important chez ceux qui présentaient cinq à huit symptômes d'insomnie par rapport à ceux qui n'en avaient déclaré aucun. Chez les plus de 50 ans, le risque n'était augmenté « que » de 38 %.

Pour expliquer cette différence, les auteurs de l'étude expliquent que « la liste des facteurs de risque d'AVC tels que l'hypertension artérielle et le diabète peut s'allonger à mesure que les gens vieillissent, faisant des symptômes d'insomnie l'un des nombreux facteurs possibles ».

Agir en prévention

Ils en concluent « que la gestion des symptômes d'insomnie à un plus jeune âge peut être une stratégie efficace pour la prévention des AVC ». Parmi les solutions permettant d'améliorer le sommeil qui ont fait la preuve de leur efficacité, on peut citer les horaires réguliers de lever et de

coucher, la prise d'un dîner léger, la proscription de la lumière bleue des smartphones et tablettes avant d'aller dormir...

Des conseils simples à mettre en œuvre, mais qui peuvent parfois ne pas suffire. Dans ce cas, n'hésitez pas à en parler à votre médecin.

NOTICE UNDER SECTION 311 OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that **Meraki Investment Holdings Limited**, holding a Global Business Licence (the 'Company') and having its registered address at Premier Business Centre, 10 Floor, Sterling Tower, 14 Poudrière Street, Port Louis, Mauritius is applying to the Registrar of Companies to be removed from the Register of Companies under the provisions of section 309(1) (d) of the Companies Act 2001.

Notice is hereby also given that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors and has discharged in full its surplus assets in accordance with its Constitution and the Companies Act 2001

Any objection to the removal of the Company under Section 312 of the Companies Act 2001 is to be made in writing to the Registrar of Companies by latest 22nd July 2023,

Dated this: 22nd June 2023

Premier Financial Services Limited
Secretary

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

Take notice that Royal Art Ltd Rep. by Muhammad Jamil Subdurally will apply to the District Council of Flacq for a building and land use permit for a proposed extension of hardware shop with the right to sell cement, iron and steel bars at Royal Road, Mare d' Australia.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above named Council within 15 days from the date of this publication.

Football

Jurrien Timber passe sa visite médicale avec Arsenal vendredi

Le défenseur de l'Ajx, Jurrien Timber, s'apprête à traverser la Manche aujourd'hui, sa visite médicale avec le club du nord de Londres, Arsenal, étant prévue pour vendredi. Cette étape cruciale suit une entente trouvée hier entre le club londonien et leur homologue de l'Eredivisie, scellée par un premier versement de 40 millions d'euros pour acquérir le joueur.

Une somme supplémentaire de 5 millions d'euros pourrait être versée en fonction de certaines conditions inscrites dans le contrat. Arsenal prépare donc pour Timber un contrat de cinq ans qui pourrait être officialisé ce weekend en même temps que l'arrivée de Declan Rice.

Un accord pour que le milieu de terrain de West Ham United rejoigne également les rangs d'Arsenal a été conclu, sa visite médicale étant elle aussi programmée pour vendredi.

Renforcement de l'équipe avec de nouvelles recrues

En effet, les Gunners ont déjà recruté l'attaquant international allemand Kai Havertz de Chelsea, et le manager Mikel Arteta prévoit d' étoffer sa défense et son milieu de ter-



rain avec l'intégration de Timber et Rice.

Dans le but de se préparer pour leur retour en Ligue des Champions la saison prochaine, Arsenal ambitionne aussi de se positionner à nouveau comme un sérieux prétendant au titre de Premier League, après être passé très près de l'objectif ultime la saison dernière.

La quête de qualité et de profondeur dans chaque secteur de jeu est devenue une priorité pour le club. Les trois joueurs mentionnés ci-dessus donneront sans aucun doute un élan nécessaire à l'équipe.

L'année dernière, le manque de profondeur dans le secteur défensif a coûté cher à Arsenal, notamment avec la blessure de William Saliba en fin de saison qui a perturbé leur campagne.

Capable d'évoluer aussi bien à droite qu'en défense centrale, la polyvalence de Timber sera un atout précieux. L'international néerlandais, fort de son expérience et de sa qualité indéniable, apporte à Arsenal un joueur de premier plan, malgré son jeune âge de 22 ans.

Jordan Henderson vers l'Arabie Saoudite

Steven Gerrard, désormais entraîneur d'Al-Ettifaq en Arabie Saoudite, s'est mis en quête de recruter le milieu de terrain de Liverpool, Jordan Henderson.



Jordan Henderson est dans le viseur d'Al-Ettifaq, club saoudien désormais entraîné par la légende de Liverpool, Steven Gerrard, rapporte L'Equipe. Le milieu de terrain des Reds a disputé 43 rencontres toutes compétitions confondues la saison dernière va devoir faire face à la concurrence accrue au milieu de terrain cette saison après les arrivées du mercato estival 2023.

Pour le moment, le contenu de l'offre faite à Jordan Henderson n'a pas été dévoilée. Nul

doute qu'elle se compte en millions d'euro. Le joueur de Liverpool réserve sa réponse alors que son contrat actuel court jusqu'en juin 2025.

Harvey Barnes se rapproche de Newcastle

A la recherche d'un ailier, Newcastle se rapproche d'un accord pour Harvey Barnes sur ce mercato estival 2023. Il pourrait pousser Allan Saint-Maximin vers la sortie.

Harvey Barnes se rapproche de Newcastle selon des informations du Telegraph. Les Magpies convoitent l'ailier de Leicester City depuis l'ouverture du mercato de Premier League. Relégués en Championship en fin de saison dernière, les Foxes doivent vendre leur meilleurs joueurs. Après James Maddison transféré à Tottenham, c'est au tour de l'ancien joueur de West Bromwich de prendre le chemin de la sortie.

Harvey Barnes très convoité

Harvey Barnes est très convoité sur ce mercato estival 2023. L'ailier anglais est dans le viseur d'Aston Villa ou encore West Ham. Mais c'est bien Newcastle, devenu attractif désormais grâce à sa future participation à la Ligue des Champions, qui tient la corde. Sous contrat jusqu'en juin 2025, le natif de Burnley pourrait faire l'objet d'un transfert à hauteur de 40 millions d'euros selon le journal britannique.

Allan Saint-Maximin poussé vers la sortie ?

Son arrivée pourrait engendrer le départ d'Allan Saint-Maximin dont l'avenir dans le Nord-Est de l'Angleterre est incertain malgré le fait qu'il est pourtant le chouchou des



supporters locaux et qui a porté longtemps l'équipe sur ses épaules avant le rachat par les Saoudiens.

Chelsea recrute Angelo Gabriel pour le prêter ensuite à Strasbourg ?

Angelo Gabriel pourrait être la prochaine recrue de Chelsea sur ce mercato estival 2023. Un accord a été trouvé entre Santos et le club de Premier League.

Santos et Chelsea auraient convenu d'un accord pour le transfert d'Angelo Gabriel. Selon des informations de Fabrizio Romano, les Blues verseraient environ 15 millions d'euros au club brésilien pour son jeune attaquant. Agé de 18 ans, il doit passer la deuxième partie de ses tests médicaux ce mercredi avant de se rendre aux Etats-Unis pour la tournée estivale de Chelsea.

Angelo Gabriel prêté ensuite à Strasbourg ?

Toutefois, il ne pourrait faire qu'un passage éclair dans le groupe dirigé désormais par Mauricio Pochettino. En effet, selon The Athletic, Chelsea envisagerait de prêter Angelo Gabriel au RC Strasbourg, club appartenant à l'actuel propriétaire du club de Premier League, Todd Boehly.



West Ham convoite Zakaria et Felipe

Avec l'argent qu'il va récupérer dans le transfert de Declan Rice, West Ham va se montrer très actif sur ce mercato estival 2023. Denis Zakaria et Luiz Felipe seraient notamment convoités.

West Ham reste en pourparlers positifs avec la Juventus concernant la signature du milieu de terrain Denis Zakaria. Sky Sports indique que la Juventus souhaite un transfert sec ou à tout au moins un prêt assorti d'une obligation d'achat. Les négociations entre les deux clubs avancent bien mais il y a un encore écart dans la valorisation du joueur, la Juventus étant censée vouloir un accord d'une valeur de 21,3 millions de livres sterling (25 millions d'euros).

Discussions en cours pour Luiz Felipe

Dans le même temps, les dirigeants de West Ham explorent une autre piste. Les Hammers sont en pourparlers avec le Real Betis au sujet de la signature du défenseur Luiz Felipe. Les discussions ont été décrites comme positives et centrées sur les frais et la structure de l'accord. Qui pourrait être d'un montant de 15 millions d'euros.

